

Réouverture des frontières

LES AGENCES DE VOYAGE DÉNONCENT L'EXCLUSION

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7006 MARDI 1er JUIN 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

COVID-19

L'Algérie reçoit 500 000 doses du vaccin Sinovac

Page 2

PARIS ET MOSCOU SE DISPUTE LE MALI

LES DESSOUS D'UN RECADRAGE STRATÉGIQUE À BAMAKO

La France perd–t-elle pied au Mali ? C'est vraisemblablement le cas après l'accélération des événements dans ce pays après le coup d'Etat du 24 mai dernier qui a conduit à l'éviction du président intérimaire Bah Ndaw et de son Premier ministre. Les appels en direction de la Russie, perçue comme une puissance amie et non comme l'ancienne puissance coloniale, impérialiste et dominatrice, sont très mal reçu à Paris. Macron s'en est offusqué en déclarant vouloir retirer les soldats français du Mali si ce pays «va dans le sens de l'islamisme radical». Un euphémisme et une excuse pour menacer Bamako d'un lâchage programmé notamment après l'échec de Barkhane.

Page 5



DJERAD :

«Le coût du transport maritime, un point noir»

Page 3

ANNABA

73 kg de kif traité et 900 grammes de cocaïne saisis

Page 2

APRÈS LE SUCCÈS DE LA PRÉSIDENTIELLE

La Syrie réussira-t-elle le défi de la reconstruction

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

C'ÉTAIT LE FOYER INTELLECTUEL DES PREMIERS CADRES DE L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

La bibliothèque nationale ouverte au public

LA BIBLIOTHÈQUE du boulevard Frantz Fanon a été ouverte récemment après une fermeture de 3 ans pour réaménagement. La capitale Alger se réapproprie de cet important espace de recherche, facteur de rayonnement du livre, de la lecture, du développement, du progrès , des arts et de la culture.
L'administration coloniale a fait un beau cadeau a l'Etat algerien juste avant le 5 juillet 1962. Sans en prendre conscience les colons, ont ouvert cette bibliothèque pour leur seul intérêt, pensant rester en Algérie pour l'éternité . Après l'indépendance , l'intélligencia algérienne encore toute petite en fit son usage . Elle s'installa dans ces lieux pour former les dizaines de cadres dont l'Algerie avait besoin dans tous les domaine de la vie active. Ces d'ici que sont sortis nos premiers administrateurs , nos professeurs de l'enseignement des trois paliers , nos gestionnaires d'entreprises . Ils y trouvèrent un espace de recherche , calme, studieux ,avec une communication du livre rapide sous affichage sur écran. Cette excellente organisation était l'œuvre du premier directeur , Mahmoud Bouayad. Cet ancien moudjahid , érudit et un léttré , gérait ces lieux avec compétence où régnait l'ordre et la discipline . Humain et généreux, il avait intégré dans son personnel une section, handicapée, qu'il spécialisa dans la reliure des livres. Dans sa carrière il fut très attristé par le fait qu'il n'a pas été informé de l'edification de la bibliothèque nationale Du Hamma . On a vite rattrapé cet oubli par la multiplication d'hommages qu'il lui fut rendus dans cette même bibliothèque du Hamma pendant son vivant et après son décès.
Aujourd'hui , la bibliothèque du bd Frantz Fanon est un important lieu de recherche pour les étudiants et les universitaires de haut niveau . Plus moderne que jamais ; luxueuse et fortement éclairée ,elle donne l'impression d'être l'annexe par son confort au palace 5 étoiles de l'hôtel Aurassi tout proche. Le public trouve ici la quiétude la concentration et le profit entier qu'il peut tirer de la consultation des livres .Il y trouve aussi , pour se détendre une grande terrasse avec pour tableau le bleu azuré du ciel et de la mer. Cette bibliothèque est une aubaine pour les passionnés du livre qu'il ne peuvent s'acheter les nombreuses publications parues dans l'édition . Ces lecteurs peuvent notamment avoir accès aux nouveaux titres des maisons d'éditions soumises à l'obligation du dépôt légal , remettant 5 exemplaires de leur nouveautés à la bibliothèque nationale.
Les livres amazighs trouveront notamment un foyer très important avec le foisonnement des éditions des titres de littérature et des publication scientifiques . Le haut commissariat à l'amazighité a contribué largement dans ses missions à la redynamisation de la civilisation et de la langue amazighe.

Kamel Cheriti

VOLS DE RAPATRIEMENT

Les agences de voyage dénoncent l'exclusion

Le Syndicat national des opérateurs de tourisme et de voyage dénonce la décision de la part des pouvoirs publics d'exclure les agences de voyage agréées par l'Association internationale des transports aériens (IATA) des opérations de vente de billets de rapatriement.

Le secrétaire général du Syndicat des opérateur de tourisme et de voyage, Toufik Midoun, a exprimé le mécontentement des agences de voyage quant à la décision de les exclure des opérations de rapatriement, qui débuteront à partir d'aujourd'hui, 1er juin. Dans un communiqué rendu public hier, le syndicat estime que cette décision nuit aux agences de voyage agréées par l'IATA alors qu'elles réalisent 60% du chiffre d'affaires du pavillon national. Le syndicat, qui rappelle la grande colère des ressortissants algériens devant les différentes représentations diplomatiques, diffusée via des vidéos sur les réseaux sociaux, estime qu'il est paradoxal de voir une compagnie aérienne chargée normalement du seul transport des voyageurs s'octroyer des missions de tour-opérateur en vendant des packs. «Les autorités savent pertinemment que les Algériens bloqués à l'étranger se trouvent sans moyens financiers pour se prendre en charge. Il aurait tout simplement fallu accorder la vente des billets aux agences de voyage en Algérie, afin de permettre à leurs familles de régler en devises les billets d'avion et en dinars les hôtels, tout en sachant qu'une bonne majorité des ATV est spécialisée dans la vente de package, qui reste une prestation qui revient exclusivement au monde des voyagistes», a rappelé le syndicat. Le syndicat s'interroge également sur les raisons de la marginalisation du ministère du Tourisme de cette opération de rapatriement car, selon le communiqué, la présence de ce dernier aurait certainement permis la défense des agences de voyage, qui n'en sont pas à leur première mise à l'écart «alors qu'elles sont censées être encouragées en tant qu'acteurs prioritaires du secteur du tourisme », a-t-il souligné. La compagnie nationale Air Algérie, avait annoncé, le programme de vols et les tarifs des voyages, suite à la décision relative à l'ouverture partielle des frontières aériennes.



Ainsi, elle a confirmé la reprise des vols à partir du 1er juin 2021, avec un vol Constantine-Tunis-Constantine tous les vendredis, Alger-Istanbul-Alger (tous les dimanches), Alger-Paris (ORY)-Alger (tous les mardis et jeudis), Alger-Marseille-Oran (tous les samedis) et celui de Alger-Barcelone-Alger (tous les mercredis).
Concernant les tarifs, Air Algérie a précisé dans son communiqué que les indications tarifaires à partir de l'étranger sont arrêtées comme suit : au départ de Tunis : 591 dinarstunisien l'aller-retour (TTC), au départ de Istanbul : 686 dollars l'aller-retour (TTC), au départ de Paris : 518 euros l'aller-retour (TTC), au départ de Marseille : 391 euros l'aller-retour (TTC) et au départ de Barcelone : 317 euros l'aller-retour (TTC).
Pour ce qui est des frais de confinement fixés à 41.000 DA (TTC), ils sont payables selon l'équivalent en monnaie étrangère (applicable uniquement pour destination étranger-Algérie), et couvrent les frais de transport vers le lieu du confinement, l'hébergement en pension complète et le test COVID prévu à la fin du confinement.
L'exonération des frais de confinement est entendue dans la limite de deux enfants de moins de 12 ans par famille, note le document.
De ce qui est des conditions d'entrée en Algérie, la compagnie a expliqué qu'en plus d'un billet d'avion confirmé sur le vol réservé, les personnes de plus de 12 ans doivent être munis d'un test RT-PCR COVID négatif datant de moins de 36 heures avant la date de départ (en langue Arabe, française ou anglaise), à présenter à l'enregistrement et à remettre à l'arrivée.

Lynda Louifi

ANNABA

73 kg de kif traité et 900 grammes de cocaïne saisis

73 KILOGRAMMES de kif traité, 900 grammes de cocaïne, des voitures saisies et une importante somme d'argent, tel est le butin récupéré par les éléments de la brigade régionale de lutte contre le trafic des stupéfiants, dont le siège est situé à El-Hadjar-ville. C'est suite à des dénonciations anonymes, qui ont été suivies d'enquêtes multiples, que les limiers de la brigade régionale ont réussi a démantelé un gang de quatre personnes opérant à travers plusieurs wilayas de l'est du pays, et ont procédé de facto à la saisie de 13 kg de cannabis, ainsi qu'à la voiture à bord de laquelle se trouvait les stupéfiants. Présentés par devant le magistrat instructeur, les quatre prévenus ont été placé en détention provisoire. Dans le même sillage, au cours de la première semaine du mois de mai dernier, les éléments de la lutte contre le narcotrafic ont réussi à mettre hors d'état de nuire une bande criminelle, composée de trois personnes, chez laquelle 400 grammes de cocaïne ont été saisies. Une importante somme d'argent, provenant des revenus de la vente de drogue et une voiture utilisée par ce réseau criminel ont été saisis. Durant les mois de mars et d'avril, l'équipe choc de la brigade régionale de lutte contre les stupéfiants a réussi, lors de trois interventions, à procéder à la saisie de 60 kg de cannabis et à 500 grammes de cocaïne. Comme signalé plusieurs fois à travers notre quotidien le jeune-indépendant, le recensement du trafic de cocaïne est redevenu omniprésent dans les rapports des services de sécurité, alors qu'il y a à peine quelques année plutôt, personne n'entendait le mot « cocaïne », sauf dans les films. Plusieurs enquêtes des services de sécurité ont établi, avec preuve, que les drogues dures provenaient du Maroc. L'arrestation récente d'un ressortissant marocain à El-Tarf, chef de bande d'un réseau de trafic de drogue, en est encore une preuve. Il y a, bien sûr, alerte rouge.

Nabil Chaoui

COVID-19

L'Algérie reçoit 500 000 doses du vaccin Sinovac

L'ALGÉRIE a reçu hier un nouveau quota de 500 000 doses du vaccin chinois Sinovac, a indiqué une responsable du ministère de la Santé, annonçant l'arrivage de près de 3 millions de doses durant le mois de juillet prochain.
«L'Algérie recevra, aujourd'hui (lundi), 500 000 doses du vaccin Sinovac. D'autres arrivages sont attendus en juillet avec la réception d'une autre quantité de 3 types de vaccins en l'occurrence le chinois, le russe et l'Astra Zeneca», a indiqué la directrice général de la Pharmacie au ministère de la Santé, Mme Ouahiba Hadjoudj, en marge de la cérémonie de célébration de la Journée mondiale antitabac.
Elle a affirmé que l'Algérie recevra, de plus en plus de vaccins, durant les mois à venir. «On réceptionnera, d'ici la fin juin, 5,5 millions de doses. Un autre quota conséquent sera reçu pour juillet, août et septembre, pour être approvisionné régulièrement au fil des mois jusqu'à arriver à l'objectif que nous nous sommes assigné à la fin de l'année en cours».
Concernant l'allocation du mécanisme onusien Covax, elle a expliqué que c'est un programme d'allocation qui est fait au début de chaque trimestre.
«Nous sommes en train de recevoir les 364 800 et les 758 400 doses de vaccin Astra Zeneca, un programme qui a débuté en avril pour couvrir les mois d'avril, mai et juin», a-t-elle expliqué. «Nous attendons en juin un autre quota de 758 400 doses, ce qui portera notre réception via le mécanisme Covax à plus de 1 880 000 doses», a-t-elle estimé, ajoutant qu'il s'agit de l'allocation prévue pour l'Algérie pour avril, mai et juin», a-t-elle relevé.

M. D.

LÉGISLATIVES

Chanegriha : «L'ANP accompagnera le peuple et sécurisera le scrutin»

Le Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, a appelé, lundi à Blida, tous les Commandements à applique «rigoureusement» les instructions et les orientations du Haut Commandement pour mettre en échec tout plan ou action visant à perturber le déroulement de élections législatives du 12 juin prochain, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.



«Notre pays vivra, dans les quelques jours à venir, une importante échéance électorale, à savoir les législatives prévues pour le 12 juin prochain. Cet évènement national, d'une vitalité extrême pour notre pays et notre peuple, représente une nouvelle étape prometteuse dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle. Ces élections interviennent suite au dernier amendement constitutionnel, initié par monsieur le
Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et plébiscité par le peuple algérien, à travers un référendum populaire», a indiqué le Général de Corps d'Armée dans une allocution diffusée par visioconférence à travers toutes les unités de la 1ere Région militaire à Blida, lors d'une rencontre avec les cadres de la Région, où il a effectué une visite de travail. «A cet effet, le devoir de citoyenneté impose aux personnels de l'Armée nationale populaire de s'acquitter de leur devoir électoral, conformément aux lois républicaines, afin de se joindre à leurs concitoyens dans l'accomplissement de ce devoir national, en s'exprimant en toute liberté et transparence.
En outre, dans le but de sécuriser cette importante échéance nationale et d'en assurer le bon déroulement, afin de permettre aux citoyens de s'exprimer dans un climat empreint de sérénité, de quiétude et de stabilité, il appartient à tous les Commandements d'appliquer rigoureusement les instructions et les orientations émanant du Haut Commandement dans ce contexte, et de veiller à mettre en échec tout plan ou action, visant à perturber le déroulement de ces élections», a-t-il souligné. Le Général de Corps d'Armée a affirmé également être «pleinement convaincu» que le peuple algérien «est devenu, plus que jamais, conscient, et ne peut être manipulé ou poussé dans des dédales périlleuses et qu'il se mobilisera contre tous les desseins pernicieux pour repousser ainsi ceux qui guettent le pays.
A ce propos il a indiqué: «Nous sommes pleinement convaincus que le peuple algérien est devenu, plus que jamais, conscient, qu'il ne peut être manipulé ou poussé dans des dédales périlleuses, qu'il se mobilisera contre tous les desseins pernicieux, pour les contrecarrer et affronter ceux qui les trament et se tiendra, comme à l'accoutumée, tel un seul homme aux côtés des institutions de l'Etat, face à ceux qui guettent le pays». «C'est un peuple authentique, forgé par les épreuves et l'adversité, et qui a mené une des plus glorieuses révolutions de libération de l'histoire contemporaine et vaincu les plans du terrorisme barbare. Un peuple mû par des valeurs, des principes, une volonté et une ambition qui lui permettent de s'inscrire sur la voie du progrès et du développement, de constituer une puissance réelle, et de continuer, avec détermination et résolution, à aller de l'avant afin de concrétiser ses attentes légitimes pour construire un état puissant, moderne et prospère», a-t-il ajouté. A l'issue de la rencontre, le Général de Corps d'Armée a présidé une réunion de travail avec le Commandement, les cadres de la Région, les Commandants des Secteurs militaires et les responsables des services de sécurité, a fait savoir, par ailleurs, le MDN.
A cette occasion, un exposé sur la situation sécuritaire en territoire de compétence a été présenté par le Commandant de la 1ère Région militaire, suivi des exposés des Commandants des Secteurs Militaires et des différents services de sécurité.
Le Général de Corps d'Armée a dispensé, par la suite, une série d'orientations et d'instructions axées, dans leur ensemble, sur la nécessité de «préserver la disponibilité opérationnelle des unités et de réunir les facteurs de sécurité et de stabilité à travers tout le territoire de la 1ère Région militaire, notamment à l'occasion des prochaines législatives».
A l'entame de sa visite et après la cérémonie d'accueil par le Général-Major Sidane Ali, Commandant la 1ère Région militaire, le Général de Corps d'Armée a observé une minute de recueillement à la mémoire du Chahid «M'Hamed Bougara», Commandant de la Wilaya 4 historique, dont le siège du Commandement de la région porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à la mémoire de tous nos vaillants Chouhada, a indiqué le communiqué du MDN, précisant qu'à la fin de sa visite, le Général de Corps d'Armée a procédé à l'inauguration du siège du nouveau Centre Payeur régional.

S. O. Brahim

DJERAD À PROPOS DU COÛT DES SERVICES DE TRANSPORT MARITIME :

«Un point noir»

ASSURÉ exclusivement par des opérateurs étrangers, le transport maritime coûte cher au Trésor public. «Un point noir», selon le Premier ministre, qui a inauguré hier un nouveau navire destiné au transport de marchandises. L'enjeu est donc de réduire la facture de cette prestation de service pour préserver les ressources en devises.
En effet, Abdelaziz Djerad a qualifié de «point noir» les coûts et dépenses des services de transport maritime assurés par des opérateurs étrangers. Le marché du transport maritime de marchandises, faut-il le signaler, est dominé à 95% par des armateurs étrangers, selon les spécialistes. Le coût, déjà élevé, de cette prestation de service a augmenté depuis la propagation de la pandémie de la Covid-19 qui a secoué le transport maritime de marchandises.
Dans la perspective de réduire la facture de cette prestation de service, le Premier ministre a préconisé de recourir davantage à l'utilisation des moyens nationaux dans ce domaine. Cette orientation s'inscrit, a-t-il précisé, dans le cadre du «projet du gouvernement visant l'acquisition de navires de ce type». La flotte algérienne de transport maritime s'est en effet renforcée par un nouveau navire Djanet, destiné au transport de marchandises, d'une capacité de 1 478 conteneurs, en faveur du groupe algérien de transport maritime (GATMA). Se fiant aux estimations des responsables du secteur, le Premier ministre a indiqué que les entreprises nationales sont en mesure d'atteindre un taux de couverture de 23, voire 30% dans le transport maritime national de marchandises. Ce taux de couverture doit impérativement augmenter. Le ministre a souligné l'importance d'atteindre un taux de couverture de 50% à travers l'utilisation des navires algériens et, partant, atteindre l'autonomie nationale grâce aux cadres locaux formés dans le domaine maritime, y compris dans la maintenance. Le Premier ministre a, en outre, évoqué le rôle de l'Algérie dans la région, soulignant la nécessité de «reprendre la place qui lui sied et son rôle dans le Bassin méditerranéen et dans l'économie régionale et mondiale».
Cela se fera, a-t-il estimé, à travers ce genre d'opérations à même de réduire la facture de prestation de service auprès des opérateurs étrangers en matière de transport maritime. Il a également évoqué les enjeux futurs en matière de navigation maritime nationale et les opportunités d'intensification des échanges commerciaux avec le partenaire libyen, notamment après sa rencontre avec le chef du gouvernement libyen d'union nationale, durant laquelle il a justement été décidé d'ouvrir une ligne maritime Libye-Algérie. Il a, dans ce sens, relevé l'importance de ces navires dans les relations commerciales entre l'Algérie et les pays maghrébins en particulier et africains en général. Le navire Djanet est classé «navire vert», d'autant qu'il est doté de moyens et d'équipements sophistiqués conçus pour être respectueux de l'environnement.
Un navire similaire de transport de marchandises va être réceptionné au cours de cette semaine et un autre pour le transport des voyageurs le sera au profit de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV).

Lilia Aït Akli

PÊCHE

Organisation d'une journée d'information sur la conservation des tortues marines

LE MINISTÈRE de l'Environnement a organisé lundi une journée d'information et de sensibilisation sur la conservation destortues marines en Algérie au profit des pêcheurs, des usagers de la mer et de la société civile de la wilaya de Tizi Ouzou, a indiqué un communiqué du ministère. Organisée dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national pour la conservation des tortues marines en Algérie, l'évènement qui a eu lieu au niveau de la commune d'Azzeffoun (Tizi-Ouzou), a été organisé par le ministère à travers l'antenne du Commissariat national du littoral de Tizi-Ouzou, a ajouté la même source. Cette journée a été organisée au profit des pêcheurs, des usagers de la mer et de la société civile de la wilaya de Tizi Ouzou, ainsi qu'aux acteurs locaux de la conservation et de la gestion de l'espace littoral (collectivités locales, pêche et ressources halieutiques, les scientifiques, les services de sûreté et de sécurités (Police, Gendarmerie Nationale, Garde-côtes, Protection Civile) et les médias locaux et nationaux. Animée par deux (02) experts nationaux, elle s'inscrit dans le cadre des activités du réseau national de conservation des tortues marines en Algérie (ALSTNet), que le ministère de l'Environnement a initié depuis 2018 en partenariat avec le Centre des activités régionales des aires spécialement protégées (CAR-ASP). Cette journée d'information et de sensibilisation vise à appuyer la mise en œuvre du Plan d'actions national de la conservation des tortues marines en Algérie, ainsi que le renforcement de la plateforme collaborative multisectorielle que le ministère de l'Environnement met en œuvre pour la prise en charge des diverses problématiques qui menacent les tortues marines le long de la côte algérienne (destruction des habitats terrestres et marins, interaction avec la pêche et les diverses pollutions). **S. N.**

COMMERCE

Vers l'organisation d'une foire du produit algérien en Libye

LE MINISTÈRE du Commerce en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères préparent un projet pour l'organisation d'une foire des produits algériens en Libye, a indiqué lundi à Alger le ministre du Commerce, Kamel Rezig. S'exprimant en marge de la cérémonie de clôture du Salon de la production nationale destinée au marché libyen qui s'est tenu les 30 et 31 mai au Palais des expositions de la Safex, M. Rezig a précisé que son département et le ministère des Affaires étrangères ainsi que l'ambassade d'Algérie à Tripoli préparent un projet d'organisation d'une foire du produit algérien qui sera soumis aux hautes autorités du pays avant de passer à la phase de sa concrétisation. Le ministre du Commerce a souligné que l'organisation de cette foire en Libye permettra aux opérateurs algériens de nouer plus de contacts avec leurs homologues libyens. M. Rezig a estimé que les opérateurs algériens devraient aller en force en Libye pour présenter les produits algériens, qui sont, selon lui, «nombreux» et «compétitifs tant sur le plan de la qualité que du prix», ajoutant que les hommes d'affaires libyens ont pu le constater de visu lors du salon de la production nationale inauguré, hier, par le premier ministre Abdelaziz Djerad en présence du Chef du Gouvernement d'unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah. «Il ne reste plus que d'aller en Libye pour vendre les produits algériens», a affirmé M. Rezig qui a insisté sur le fait de devoir être «agressifs». **T. R.**

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Appel à une réflexion sur l'apport du potentiel du nucléaire

La nécessité de mettre en place «rapidement» un groupe de réflexion sur la meilleure stratégie à mettre en œuvre relative à l'apport du potentiel du nucléaire dans le modèle énergétique de l'Algérie, a été soulignée par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour et le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.



Les deux ministres ont insisté lors de leur participation, jeudi à une réunion de travail au siège du Commissariat à l'énergie atomique d'Alger (COMENA), sur la nécessité de mettre en place rapidement un groupe de réflexion sur la meilleure stratégie à mettre en œuvre, qui tiendrait compte des impératifs de la transition énergétique et écologique, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la transition énergétique et des énergies renouvelables.
Cette stratégie doit également prendre en compte «les risques intrinsèques à cette source d'énergie, maitrisables mais à ne pas minimiser, de la gestion des déchets consécutifs ainsi que de l'ensemble des préalables liés à la production et usage de cette énergie, ont considéré les deux hauts responsables.
Après la présentation exhaustive des missions et des activités du COMENA en présence de son Directeur général, M. Abdelhamid Mellah, M. Arkab est revenu sur les efforts consentis par les responsables, les chercheurs et l'ensemble du personnel du COMENA, et de ses différents centres de recherches, depuis sa création par le Décret N 96-436 du 1er Décembre 1996, modifié et complété, ainsi que l'expertise capitalisée dans ce domaine.
Tout en confortant l'intervention de M. Arkab relative aux capacités effectives et reconnues du COMENA, M. Chitour a tenu à rappeler les aspects les plus importants de la situation énergétique du pays, de la très forte dépendance de l'ensemble de l'économie algérienne aux énergies fossiles et l'absence de solution énergétique absolue.
«Ceci implique un changement profond de tout le secteur énergétique, de sa production à sa consommation en passant par l'infrastructure», a-t-il tenu à souligner.
Aussi, il a indiqué qu'il s'agit désormais d'avoir recours à une plus grande diversité de sources énergétiques propres qui se complètent, pour répondre à la demande énergétique en forte croissance. Dans ce sens, M. Chitour a relevé que le potentiel du nucléaire, compte tenu de son intensité énergétique, la possibilité de pilotage de sa production et la modularité de sa capacité de production et ses possibilités variées de cogénération (chauffage, hydrogène, désalinisation, électricité), mais aussi à travers ses intérêts technologiques, géopolitiques ainsi que sa valeur écologique (ressource bas carbone), est une solution «complémentaire» pouvant accompagner la transition énergétique. Cela «du moins, jusqu'à la mise en place de solutions de stockage viables devant régler la problématique de l'intermittence des énergies renouvelables». Toutefois, il a indiqué que le nucléaire nécessite une forte implication gouvernementale et une stratégie à moyen et long-terme pour son lancement.

H. B.

«BUILTEC 2021»

Ouverture de la première édition à Constantine

AU TOTAL, 50 exposants du secteur du bâtiment, venus de plusieurs wilayas du pays, participent au 1er salon national des constructions modernes et des nouvelles technologies «Builtec 2021», ouvert dimanche à Constantine.
Cette manifestation économique, ouverte en présence des autorités locales, a regroupé les plus grandes entreprises nationales du secteur du bâtiment et des travaux publics, dont des promoteurs immobiliers, des experts en construction, des opérateurs de l'aménagement urbain, des entreprises de l'industrie métallique, électricité et énergies renouvelables ainsi que des opérateurs en menuiserie mixte (bois et aluminium), verrerie, plomberie, peinture et décors. Selon Salhi Mohamed Seif Eddine, directeur de l'entreprise Media Smart, initiatrice du Salon, cette première édition est «une expérience ambitieuse» qui vise à créer une plate-forme d'échange d'expériences, des techniques et des technologies appliquées au bâtiment et dans les travaux publics en vue d'améliorer la qualité des constructions et des ouvrages divers, ajoutant que l'objectif de Media Smart est de donner à la prochaine édition une dimension internationale.
De son côté, le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafidh Saci, a affirmé que les autorités locales encouragent ces initiatives qui présentent les technologies modernes utilisées dans la construction et les travaux publics de sorte à offrir plus de confort et de sécurité pour le citoyen, dont les énergies renouvelables et les matériaux «amis de l'environnement», proposés à des prix compétitifs. Saluant l'initiative qui propose des opportunités multiples de partenariat avec des opérateurs du bâtiment et des travaux publics, des responsables de la société Granu-Est, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), participant à ce Salon, ont fait part à l'occasion de leur intention de «créer à Constantine une usine de production des divers types de ciment».
Cette édition du Salon Builtec 2021, qui se poursuit jusqu'au 2 juin prochain, comprend également la présentation à la salle Ibn Badis de l'hôtel Marriott de Constantine, des communications sur les évolutions du domaine de la construction ainsi que l'organisation d'un séminaire virtuelle sur les marchés publics.

M. B.

PARIS ET MOSCOU SE DISPUTE LE MALI

LES DESSOUS D'UN RECADRAGE STRATÉGIQUE À BAMAKO

La France perd—t-elle pied au Mali ? C'est vraisemblablement le cas après l'accélération des événements dans ce pays après le coup d'Etat du 24 mai dernier qui a conduit à l'éviction du président intérimaire Bah Ndaw et de son Premier ministre. Les appels en direction de la Russie, perçue comme une puissance amie et non comme l'ancienne puissance coloniale, impérialiste et dominatrice, sont très mal reçu à Paris. Macron s'en est offusqué en déclarant vouloir retirer les soldats français du Mali si ce pays «va dans le sens de l'islamisme radical». Un euphémisme et une excuse pour menacer Bamako d'un lâchage programmé notamment après l'échec de Barkhane.



«Après de longues discussions, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de suspendre le Mali des institutions de la Cédéao», selon le communiqué publié à l'issue de leur rencontre. La Cédéao a également appelé «à la nomination immédiate d'un premier ministre issu de la société civile» après la désignation, vendredi, du chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goïta, au poste de président par intérim à la suite d'un nouveau coup de force à Bamako.

La Cour constitutionnelle a été saisie mercredi de la lettre de démission du Président Bah Ndaw, qui, selon elle, a entraîné «la paralysie et le dysfonctionnement» des organes de transition. La Cour a ainsi conféré au vice-Président «les attributs et prérogatives de Président de transition pour conduire le processus à son terme».

A New York et à l'issue d'une réunion convoquée en urgence mercredi 26 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies a «fermement condamné l'arrestation» des autorités. Sans qualifier l'événement de coup d'Etat ni annoncer de mesures, les membres du Conseil ont exhorté les militaires à «retourner dans leurs casernes sans délai», avant d'appeler à une reprise immédiate de la transition civile. Pour tenter de remettre celle-ci sur des rails, une délégation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), dirigée par l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, est arrivée mardi à Bamako.

Avant-hier dimanche, le président français a déclaré dans un entretien au Journal du dimanche (JDD), que la France retirera ses troupes si le Mali va «dans le sens» d'un islamisme radical, après un deuxième coup d'État dans le pays en neuf mois. La France, avec environ 5 100 hommes au sein de Barkhane, soutient le Mali qui fait face depuis 2012 à une poussée djihadiste partie du Nord et ayant plongé le pays dans une crise sécuritaire avant de s'étendre au centre du pays. «Au président malien Bah Ndaw, qui était très rigoureux sur l'étanchéité entre le pouvoir et les djihadistes, j'avais dit : 'L'islamisme radical au Mali avec nos soldats sur place ? Jamais de la vie !' Il y a aujourd'hui cette tentation au Mali. Mais si cela va dans ce sens, je me retirerais», a mis en garde Emmanuel Macron. Un avertissement qui tonne à l'adresse du nouveau pouvoir malien, mais pas que !

En effet, les péripéties du dernier coup de force et l'orientation des nouveaux maitres de Bamako indique que l'équipe du colonel Assimi Goïta est davantage proche de Moscou que de Paris. En témoigne les manifestations de Maliens devant l'ambassade de Russie à Bamako pour appeler au départ des Français. A l'arrière-plan, une affaire de contrats d'armement avec la Russie. Selon certains médias locaux, l'ancien président Bah N'Daw aurait écarté Sadio Camara et Modibo Koné, respectivement ministre de la Défense et ministre chargé de la Sécurité, sur instruction de L'Élysée. Celle-ci aurait été donnée lors du sommet de Paris sur les économies africaines. L'objectif étant d'empêcher la conclusion d'un «accord d'achat d'armement avec la Russie». L'éviction, lundi 24 mai, de ces deux colonels lors du remaniement gouvernemental a donné lieu, dès le lendemain, au coup du colonel Goita. Houssine Ag Aïssa, journaliste malien spécialisé dans les questions politiques du Mali et des pays du Sahel, a indiqué à l'agence russe Sputnik que cette histoire de blocage de l'accord d'armement a fait réagir, jeudi 27 mai, «un groupe de citoyens maliens qui a organisé une manifestation de soutien devant l'ambassade de Russie à Bamako».

Toujours dans sa déclaration à Sputnik, Houssine Ag Aïssa a rajouté des détails. «C'est lors de ce sommet que Bah N'Daw a rencontré le Président Macron et lui a remis des documents sur cet accord d'armement entre le Mali et la Russie. Cet accord était supervisé par le ministre de la Défense Sadio Camara, qui a été écarté lors du remaniement du gouvernement. C'est ce qui a provoqué la colère des militaires maliens». C'est dire que la guerre des positions entre Français et Russes fait rage au Sahel, les premiers savent pertinemment qu'ils sont en train de perdre une bataille décisive face aux seconds. Moscou, et loin de tout tapage à la française, place ses pions et met en avant ses intérêts stratégiques. Au-delà des marchés et des matières premières, il s'agit pour la Russie de Poutine de contourner l'encerclement atlantiste en Europe en enveloppant l'Alliance et en la contournant par le Sud. Après la Syrie au Levant, la Libye en Afrique du Nord, voici le tour du Mali de se placer dans l'orbite russe. L'Algérie, pays charnière entre la Méditerranée et le Sahel est déjà un allié stratégique de Moscou, elle ne sera que conforté par ce recadrage malien.

Mahmoud Benmostefa

UNION AFRICAINE

Chebchoub plaide pour des solutions africaines aux problèmes africains

L'AMBASSADEUR d'Algérie à Belgrade (Serbie), Abdelhamid Chebchoub, a appelé, lundi, les Etats membres de l'Union africaine (UA), à trouver des solutions africaines aux problèmes africains, les invitant à conjuguer leurs efforts en vue de faire face aux nouvelles menaces qui pèsent sur le continent.

Lors d'une conférence virtuelle organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique sous le thème : «Union africaine, nouveaux défis», M. Chebchoub a mis l'accent sur «les dangers croissants et les nouvelles menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité (en Afrique). Le terrorisme, le crime organisé, le rôle déstabilisateur de l'ingérence étrangère, ou les retombées dangereuses du changement climatique, les maladies et les pandémies sont autant de facteurs qui font obstacle à notre action panafricaine».

«Face à cette situation, les Etats membres de l'UA doivent conjuguer leurs efforts et s'engager à respecter les principales solutions africaines aux problème africains», a-t-il plaidé.

Organisée par le groupe des ambassadeurs africains à Belgrade en collaboration avec l'Institut de politique et économie internationales, la conférence a été l'occasion pour le diplomate de donner un aperçu succinct des principaux défis auxquels est confrontée l'UA, à savoir, la lutter contre le coronavirus (Covid-19), faire taire les armes, combattre le terrorisme et rendre opérationnelle la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et enfin gérer le changement climatique. S'agissant notamment de la question sécuritaire, M. Chebchoub, a rappelé que l'agenda 2063 de l'UA vise à mettre fin à toutes les guerres et
conflits violents sur le continent.

L'intervenant a fait remarquer que «malgré les efforts énormes investis dans de nombreuses opérations de lutte contre le terrorisme, tant au niveau national que régional, le continent Afrique n'a pas encore réussi à vaincre le terrorisme et l'extrémisme violent ou à les maîtriser. Les groupes terroristes ont élargi leurs activités terroristes et changé leurs tactiques, causant un nombre important de victimes parmi les civils innocents.

Sur le plan économique, il a parlé de la signature, le 21 mars 2018, par 44 des 55 Etats membres de l'UA de l'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine.

Le 30 mai 2019, l'accord est entré en vigueur. La Zlecaf est la plus grande zone de libre-échange au monde avec 54 pays et 1,2 milliard de personnes et un PIB de plus de mille milliards de dollars, a souligné l'ambassadeur.

Les Africains ont célébrée, mardi, le 25 mai, la naissance de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), en souvenir de ce jour historique du 25 Mai 1963 où une vingtaine de Chefs d'Etat africains créaient, dans l'enthousiasme à Addis-Abeba, cette Organisation Continentale, devenue par la suite l'actuelle Union africaine.

M. D.

BATNA

Extension significative de l'expérience des Cafés non-fumeurs

L'expérience des Cafés non-fumeurs dans la ville d'Ain Touta qui se trouve à 35 km de la wilaya de Batna, s'est étendue de manière significative en suscitant l'engoueme3nt des consommateurs, a-t-on constaté lors d'une tournée effectuée dans cette commune, à la veille de la journée mondiale sans tabac le 31 mai.

D'un seul Café « interdit » aux fumeurs ouvert en 2009, cette ville en compte aujourd'hui plus de huit répartis à travers les quartiers de la ville, réputée par ses athlètes, notamment les handballeurs.

Le visiteur non-fumeur qui se rend à Ain Touta, troisième plus grande agglomération de la wilaya de Batna en termes de population, trouvera aisément un lieu pour siroter calmement un café sans avoir à humer des nuages de fumée de cigarettes.

Paradoxalement, il devient difficile pour les fumeurs de trouver un Café autorisant les cigarettes, du fait que plusieurs cafetiers les ont interdits.

Parmi les propriétaires de Café, Salim Benaldjia, Ali Ouenassi et El Wardi Delenda ont affirmé avoir interdit le tabac dans leurs commerces par « conviction à cause de sa nocivité pour l'être humain et par souci de préserver la propreté de leurs lieux de travail ».

De son côté, le jeune sportif Mohamed Gouaref, assure que le Café qu'il gère, situé en plein centre-ville, est destiné aux non-fumeurs en quête d'un lieu sain pour prendre une tasse de café, affirmant qu'un grand nombre de sportifs sont ainsi devenus de fidèles clients en plus d'autres buveurs de café de tout âge, appréciant aussi une atmosphère dénuée de fumée.

Approchés par la presse, les propriétaires de ces Cafés non-fumeur ont été également unanimes à souligner qu'ils reçoivent beaucoup de clients dont le nombre augmente jour après jour, ajoutant que si l'idée de créer des espaces non-fumeurs paraissait au début saugrenue, elle a fini par susciter « l'engouement et l'encouragement des citoyens ».

Une initiative courageuse et singulière

Bien que le premier Café non-fumeur, ouvert par El Hadj Kamel Brakta ait fermé ses portes depuis quelques années, « faute de travailleurs assidus », a-t-il déclaré.

Les habitants de la ville d'Ain Touta et les habitués de ce type de lieux, assurent que son initiative a été « courageuse » et a fini par donner à la ville une certaine « singularité » suite au succès commercial de ces lieux qui ont été ouverts depuis.



Depuis l'initiative de Hadj Brakta, ces lieux se sont multipliés à travers la ville, attirant des clients en compagnie de leurs jeunes enfants, a souligné Mekhlouf Chinar, fonctionnaire au niveau de la commune et qui a confié que ces Cafés sont aussi « fréquentés par des fumeurs en période de sevrage ».

De son côté, Hicham Arezki, journaliste à Radio Batna et originaire d'Ain Touta, considère que « cette belle initiative de M. Brakta a suscité l'engouement des citoyens avant que d'autres cafetiers ne lui emboitent le pas dans cette ville désormais célèbre à travers l'Est du pays, et même tout le pays, pour ses Cafés non-fumeurs ».

L'importance de ces Cafés, a-t-il dit, se reflète notamment pendant la transmission des matches de la sélection nationale et des championnats d'Europe en accueillant les fans de foot non-fumeurs lesquels évitaient auparavant les Cafés qui se remplissaient de fumeurs.

Saluant cette prise de conscience des cafetiers qui se sont ainsi impliqués à leur manière dans la lutte contre le tabagisme et surtout le tabagisme passif, le président de l'APC d'Ain Touta, Rabah Yahiaoui a relevé le caractère positif de cette initiative sur la société en s'étendant ainsi à travers la ville.

Médecin généraliste, ce même édile a porté également l'accent sur la « dangerosité de ce fléau qui doit être fermement combattu surtout qu'il a été établi scientifiquement que 90 % des causes du cancer du poumon sont liés au tabac ».

A l'origine de cette initiative, Kamel Brakta, ancien athlète et cadre à la retraite, a indiqué que l'idée lui est venue lorsqu'un cafetier, durant une journée d'hiver marquée par un temps froid et pluvieux, lui avait interdit d'ouvrir la porte pour laisser entrer un peu d'air pur.

M.Brakta se dit, par ailleurs, satisfait de voir que les non-fumeurs fréquentent de multiples Cafés, où la cigarette est désormais interdite, notamment après la fermeture du sien.

En déambulant dans la ville d'Ain Touta qui s'est distinguée par cette initiative, le visiteur constate que celle-ci est devenue un « modèle » pour les non-fumeurs au regard de la prolifération des espaces qui leur sont réservés.

Des habitués de ces Cafés ont d'ailleurs émis le vœu que l'initiative se généralise aux autres wilayas du pays.

CONSTANTINE

50 exposants au 1er Salon national des constructions modernes et des nouvelles technologies

AU TOTAL, 50 EXPOSANTS du secteur du bâtiment, venus de plusieurs wilayas du pays, participent au 1er salon national des constructions modernes et des nouvelles technologies « Builtec 2021 », ouvert avant-hier à Constantine.

Cette manifestation économique, ouverte en présence des autorités locales, a regroupé les plus grandes entreprises nationales du secteur du bâtiment et des travaux publics, dont des promoteurs immobiliers, des experts en construction, des opérateurs de l'aménagement urbain, des entreprises de l'industrie métallique, électricité et énergies renouvelables ainsi que des opérateurs en menuiserie mixte (bois et aluminium), verrerie, plomberie, peinture et décors.

Selon Salhi Mohamed Seif Eddine, directeur de l'entreprise Media Smart, initiatrice du Salon, cette première édition est « une expérience ambitieuse » qui vise à créer une plateforme d'échange d'expériences, des techniques et des technologies appliquées au bâtiment et dans les travaux publics en vue d'améliorer la qualité des constructions et des ouvrages divers, ajoutant que l'objectif de Media Smart est de donner à la prochaine édition une dimension internationale.

De son côté, le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafidh Saci, a affirmé que les autorités locales encouragent ces initiatives qui présentent les technologies modernes utilisées dans la construction et les travaux publics de sorte à offrir plus de confort et de sécurité pour le citoyen, dont les énergies renouvelables et les matériaux « amis de l'environnement », proposés à des prix compétitifs.

Saluant l'initiative qui propose des opportunités multiples de partenariat avec des opérateurs du bâtiment et des travaux publics, des responsables de la société Granu-Est, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), participant à ce Salon, ont fait part à l'occasion de leur intention de « créer à Constantine une usine de production des divers types de ciment ».

Cette édition du Salon Builtec 2021, qui se poursuit jusqu'au 2 juin prochain, comprend également la présentation à la salle Ibn Badis de l'hôtel Marriott de Constantine, des communications sur les évolutions du domaine de la construction ainsi que l'organisation d'un séminaire virtuelle sur les marchés publics.

AÏN DEFLA

Les prochaines législatives, un rendez-vous « précurseur » des réformes politiques

LE SECRÉTAIRE général du parti Ennahda, Yazid Benaïcha a appelé, avant-hier, à Aïn Defla, à une participation massive aux élections législatives du 12 juin prochain, observant que ce rendez-vous est à même de constituer le précurseur des réformes politiques du pays, « condition sine qua non de son développement ».

« En sus du fait qu'il transmet les doléances des citoyens aux décideurs, le député s'emploie à mettre en place des lois combattant la corruption et le népotisme, hâtant les réformes politiques du pays, condition sine qua non de son développement, d'où l'importance que revêtent les prochains législatives », a souligné M. Benaïcha qui animait un meeting populaire à l'Office Des Etablissements des Jeunes (ODEJ) de la ville.

Mettant en exergue l'importance dévolue à l'institution législative de par le monde, il a noté que cette dernière est « d'autant plus performante qu'elle compte en son sein des compétences avérées », observant qu'à la faveur des prochaines joutes électorales, sa formation politique propose des candidats alliant savoir-faire et amour du pays.

L'autre facteur ayant incité Ennahda à prendre part aux élections du 12 juin prochain a trait au souci de cette formation politique de contribuer à « faire sortir le pays du marasme dans lequel il se débat », a soutenu M. Benaïcha.

« La crise économique, sociale et sanitaire ainsi que la situation sécuritaire, constituent, entre autres, les autres facteurs nous ayant incité à prendre part aux prochaines élections législatives », a-t-il dit, estimant que l'heure doit être à la « mobilisation » et au « surpassement ».

Evoquant Aïn Defla, il a déploré que les potentialités de cette wilaya agricole par excellence n'aient pas été exploitées de manière optimale, mettant l'accent sur le fait que la recherche d'un palliatif aux hydrocarbures ne doit pas être « une vue de l'esprit ».

« Il est absolument nécessaire de booster le secteur agricole à Aïn Defla par, notamment, l'aide aux investisseurs ainsi que la mise en place d'unités de transformation du surplus de production », a-t-il plaidé.

Il a toutefois noté qu'au regard de l'étendue des terres agricoles à l'échelle nationale, l'importance de gagner le double pari quantité/qualité s'impose de manière « impérieuse ».

« La valeur économique des 8 millions d'hectares de terres arables disponibles en Algérie à l'heure actuelle est de 25 milliards de dollars au moment où, sous d'autres cieux, moins de la moitié de cette superficie représentent jusqu'à 600 milliards de dollars, c'est dire les gigantesques efforts qu'il y a lieu de fournir dans le secteur agric* le » a-t-il observé.

A L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE

Les enfants de Constantine font la fête à la maison de la créativité

Une kyrielle de festivités a été concoctée par la direction de la maison de la Culture Malek Haddad à l'occasion de la célébration annuelle de la fête de l'Enfance, coïncidant avec le premier du mois de juin.
Des amateurs du théâtre de rue, des acrobates et autres magiciens ont répondu présents à l'appel des petits bambins, annoncent les organisateurs de la kermesse, qui sera de bout en bout meublée par les activités préparés et présentés par et pour les enfants. Plusieurs expositions et travaux manuels seront étalés à l'occasion par les petits au niveau du hall de la maison de la créativité récemment inaugurée en avril dernier par les autorités de la wilaya à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine au niveau de la Madersa au centre de la cité des Ponts.
Un vernissage présenté par les jeunes adhérents de l'atelier de peinture de la nouvelle structure vieille de près de 112 ans puisque inaugurée en 1909 au temps de la colonisation et qui jadis faisant office d'université de Constantine. Un atelier intitulé « Alhalawani essaghir » (le petit confiseur) encadré par des professionnels sera aussi de la partie. Des poèmes offerts par de jeunes talents algériens seront annonce-t-on aussi déclamés en l'honneur des enfants de la Palestine. Les petits aux besoins spécifiques de la maison de la créativité présenteront, pour leur part, un concert de musique aux rythmes de sonorité du terroir.
Sous le titre « El-watan », une présentation théâtrale fera le bonheur des grands et petits. Les chérubins de la maternelle « Les Premiers pas » seront sur scène pour une demi-heure de plaisir et de bonne humeur.
Le trou sera couronné par une cérémonie de remise de prix aux enfants de l'association « El Wafa » de prise en charge d'enfants aux handicaps mentaux affiliés au niveau des ateliers de l'innovation de la maison de la culture de la capitale de l'Est.

Amine B.

OUVRAGE DE ABDERRAHMANE KHELIFA

«La Qal'a des Béni Hammad» ou les fondements du Maghreb central

DANS son dernier ouvrage "La qal'a des Béni Hammad, reine du Hodna, de l'Aurès et des Ziban", l'historien et archéologue Abderrahmane Khelifa revient sur l'histoire des Hammadite et met en avant les vestiges historiques et archéologiques de la région du Hodna, des Aurès et des Ziban, à différentes périodes.
Ce beau-livre publié récemment à l'édition Anep, aborde en 246 pages l'un des "centres de gravité historique" de l'Algérie et met en avant le degré de civilisation d'un territoire où ont été posés les fondements du Maghreb central.
L'ouvrage revient sur l'histoire et la géographie de ce territoire et de la Qal'a des Bèni Hammad, classée au patrimoine mondial de l'Unesco en 1980, et sur les différentes périodes d'occupation, particulièrement sur la période Hammadite depuis Hammad Ibn Bologguine Ibn Ziri, fondateur de la Qal'a en 1007, jusqu'à la résistance à l'occupation française, en passant par la période ottomane.
Avec de nombreuses photos de découvertes archéologiques en appuie, Abderrahmane Khelifa reconstitue l'évolution des religions et croyances dans cette région et les itinéraires commerciaux.
L'ouvrage offre également une vue d'ensemble des différentes villes ayant prospéré dans la région à l'instar de Achir, Mila, (antique Milev), Souk Ahras (antique Thagaste), Djemila (Cuicul), Msila, Khenchela, N'gaous, Magra ou encore Tobna avec des focus particuliers et très détaillés sur la Qla'a des Béni Hammad et la ville de Tébessa.
En abordant la Qla'a des Béni Hammad, l'auteur revient sur l'histoire des lieux, sur les différentes occupations, sur les résultats des fouilles archéologiques et propose une reconstitution des conditions de vie de l'époque en montrant la production artisanal, les différentes monnaies, le plan de la ville et les voies commerciales.
L'auteur relève cependant que ce site n'a toujours pas révélé tous ses secrets, un travail énorme reste à faire, malgré les fouilles entreprises, pour mieux appréhender l'histoire du Maghreb central dans des villages comme Tobna, Baghaï, ou encore Tehouda.
Titulaire d'un doctorat en histoire et archéologie, Abderrahmane Khelifa a effectué de nombreuses fouilles dans des sites comme Honaïne, Tlemcen, Sidi Okba, ou encore la Qal'a des Bèni Hammad. il a également occupé de nombreuses fonctions dans les différentes structures du patrimoine au ministère de la Culture en plus d'avoir enseigné à l'université.
Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont sur le patrimoine culturel algérien dont "Honaïne: ancien port du royaume de Tlemcen", "Alger la bien gardée", "Alger, histoire et patrimoine" ou encore "Bajaia, capitale des lumières".

R. C.

UN FILM « AMBITIEUX » SELON LES CRITIQUES

«Des hommes», l'autre regard sur la guerre d'indépendance

AU MOMENT où sur les Grands écrans algériens, le réalisateur Djaffar Gacem donne à lire dans sa fiction « Héliopolis » une des facettes des crimes commis en Algérie par la présence coloniale française, les massacres du 8 mai 1945 à Guelma, Sétif et Kherrata en l'occurrence, de l'autre côté de la Méditerranée, le cinéaste Lucas Belvaux rouvre les plaies d'une guerre encore dite à demi-mot par les descendants de l'ex-puissance coloniale. Dans « Des Hommes » adapté du roman de Laurent Mauvignier Des hommes (Les Éditions de Minuit), le réalisateur fait tourner ses scènes avec trois comédiens au diapason d'une œuvre qualifiée d'ores et déjà par les critiques d'ambitieuse. Une tragédie de 1 heure 41 minutes qui sortira ce 2 juin sur les écrans français, interprétée par Gérard Depardieu, Catherine Frot et Jean-Pierre Darroussin.
« La guerre d'Algérie » vue au prisme d'une mémoire refoulée : celle de deux survivants, quarante ans après, habités par un secret, une énigme, un trauma effacé qui remontent à la surface. La fiction dont certaines images pourraient heurtées a été projetée en Suisse l'année dernière au moment de sa sélection pour la Palme d'Or du festival de Cannes 2020.
L'histoire : Ils ont été appelés en Algérie au moment des "événements" en 1960. Deux ans plus tard, Bernard, Rabut, Février et d'autres sont rentrés en France. Ils se sont tus, ils ont vécu leurs vies. Mais parfois il suffit de presque rien, d'une journée d'anniversaire, d'un cadeau qui tient dans la poche, pour que quarante ans après, le passé fasse irruption dans la vie de ceux qui ont cru pouvoir le nier.
Alcoolique indigent, Bernard, dit Feu de bois (Gérard Depardieu), offre à sa sœur Solange (Catherine Frot) un bijou inestimable lors d'une fête organisée dans un village pour ses 60 ans. Le cadeau venant de ce "clochard" inspire des doutes sur sa provenance et provoque un pugilat, mais il rappelle à Radu (Jean-Pierre Darroussin) le temps où il était avec Feu de bois soldat en Algérie, quarante ans plus tôt. Incapable de se remémorer précisément le lien entre les deux événements, Radu remonte le fil de sa vie.
Cet oubli renvoie au voile jeté par l'Etat français sur les "événements d'Algérie", la guerre d'indépendance (1954-1962) dont il faut éradiquer le nom. De retour au village, Radu a rayé cette guerre de sa mémoire et a retrouvé sa place dans la communauté ; Bernard n'en a pas plus parlé, mais en est revenu en miettes, vivant en marge, affublé du surnom Feu de bois. Taiseux, Radu ne communique pas plus avec son entourage. Tous deux, à leur façon, portent encore les stigmates du conflit. L'origine de ce mutisme est le propos du film.
La construction éclatée du récit rappelle celle du documentaire d'animation Danse avec Bachir, de Ari Folman (2008), où un ex-soldat de Tsahal occulte sa guerre du Liban, vécue 20 ans plus tôt. L'oubli, l'amnésie des horreurs étatiques de la guerre est commune aux deux films. Cette mémoire effacée se reconstitue au fil de flash-back qui aboutissent à une révélation. A partir du cadeau intriguant, romanesque, que fait Feu de bois à sa sœur, Lucas Belvaux développe un film politique sur la guerre.
S'il s'agit ici de la guerre d'indépendance de l'Algérie, elle n'était pas nommée « guerre » à l'époque, contrairement à celles du Liban, du Vietnam, ou des guerres mondiales. Un signe des plus révélateurs qui donne tout son sens au film et évite tout militantisme pour l'une ou l'autre des parties. La guerre est dénoncée comme manipulation des consciences, effacement de l'individu au profit de la raison d'Etat. Lucas Belvaux donne priorité au récit sur la forme, il s'efface pour mieux dénoncer la grande histoire qui écrase la petite.

A. B.

FESTIVAL DU FILM POLICIER

Le long-métrage iranien "La Loi de Téhéran" remporte le Grand prix

CHOISI parmi les neuf films en compétition, le film met en scène un policier aux méthodes expéditives qui traque un parrain de la drogue.
La Loi de Téhéran, du réalisateur iranien Saeed Roustaee, a remporté dimanche 30 mai le Grand Prix de la 38e édition du Festival international du film policier, ont annoncé les organisateurs dans un communiqué. Choisi parmi les neuf films en compétition, La Loi de Téhéran met en scène un policier aux méthodes expéditives qui met enfin la main sur un parrain de la drogue, au terme de plusieurs années de traque, dans un pays où la possession de drogue est punie de la peine de mort.
La sortie en salles de ce film de 2019 est prévue le 28 juillet. Il s'agit du deuxième long-métrage de Saeed Roustaee, né en 1989, qui avait signé son premier film en 2006, Life and a Day. Cette 38e édition "spéciale" du festival se tenait entièrement en ligne cette année, en raison des restrictions liées à la pandémie de Covid-19.
Le jury de huit membres, présidé par le comédien et metteur en scène Jacques Weber, comprenait notamment l'actrice Anne Parillaud, la scénariste et romancière Négar Djavadi et les réalisateurs Lucas Belvaux et Jean-Paul Salomé.
Un deuxième film iranien récompensé
Autre film iranien récompensé, The Slaughterhouse, d'Abbas Amini, a reçu le Prix du Jury. Il raconte l'histoire d'Amir qui retourne vivre chez son père en Iran après avoir été expulsé de France et qui, par solidarité familiale, se retrouve impliqué dans un crime atroce qui va l'amener à fréquenter le milieu de l'échange de devises étrangères au marché noir.
Le Prix de la Critique est également revenu à La Loi de Téhéran, tandis que le film français Boîte Noire, de Yann Gozlan, a reçu le prix du public. Ce film, qui suit un technicien du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) chargé d'enquêter sur le crash d'un vol Dubaï-Paris, est attendu sur les écrans le 8 septembre.

R. C.

LE COIN DU CINÉPHILE : LES 25 GROS FILMS DE L'ÉTÉ

Après avoir été paralysé pendant plus d'un an en raison de la pandémie, Hollywood redémarre la machine. Alors que la vaccination nous permet de rêver à un retour à une certaine normalité pendant la belle saison, les grands studios américains sortent l'artillerie lourde pour ramener le public en grand nombre dans les salles de cinéma. Du nouvel épisode de la saga Rapides et dangereux au très attendu Black Widow, voici 25 films américains qui aideront à relancer le box-office cet été.
The Spark Brothers, sortie le 18 juin
Dans ce premier film documentaire en carrière, le cinéaste britannique Edgar Wright (Hot Fuzz, Baby Driver) retrace le parcours des frères Ron et Russell Mael, les fondateurs du groupe pop-rock Sparks. Avec Wright derrière la caméra, on peut s'attendre à un documentaire hors du commun.

AGRESSIONS SIONISTES CONTRE GHAZA

Un traumatisme et des séquelles chez les Palestiniens

En l'espace de 11 jours, de nombreux Ghazaouis ont vu leurs maisons et leurs moyens de subsistance détruits et ont subi des blessures physiques et des traumatismes psychologiques durables, outre leur incapacité à accéder aux soins médicaux, déplore l'ONG «Médecins sans frontières» (MSF), dans un rapport sur les répercussions de la récente agression sioniste contre l'enclave palestinienne.

Selon le rapport, publié dimanche, les frappes aériennes et les bombardements israéliens entre le 10 et le 21 mai, ont tué plus de 250 personnes, et blessé près de 2.000 autres dans l'enclave côtière, en Palestine.

L'infrastructure vitale de Ghaza, notamment les routes, les réseaux d'eau et d'assainissement, ainsi que les établissements de santé et d'enseignement - dont beaucoup ont déjà été touchés par les précédentes agressions israéliennes - ont également été endommagés ou détruits.

La moitié des lignes électriques de Ghaza ne fonctionnent plus, et plus d'une douzaine d'installations médicales, y compris le laboratoire central de test Covid-19, ont été endommagées, poursuit l'ONG dans son rapport.

Des handicaps à vie, une situation pandémique «préoccupante»

Se basant sur des témoignages vivants, MSF relate l'état psychologique de nombreux palestiniens ayant vu leurs vies changées après la série de bombardements sionistes.

Pour la cheffe de mission de MSF à Ghaza, Helen Ottens-Patterson, «cette récente violence a créé une énorme cohorte de nouveaux patients qui seront confrontés à un handicap et à de multiples cycles de chirurgie au cours des mois et même des années à venir».

Au cours de l'offensive, de nombreuses personnes n'ont pas pu accéder aux soins médicaux, les stocks de médicaments et de fournitures médicales étant épuisés dans les établissements de soins, ajoute l'ONG,



déplorant la fermeture de nombre de points d'accès.

Des équipes MSF supplémentaires ont finalement pu acheminer vers Ghaza le 24 mai, des fournitures médicales indispensables, telles que des poches de sang pour les hôpitaux.

Néanmoins, «acheminer des équipes médicales et des fournitures à Ghaza reste un défi, où les pénuries d'articles de base, certains médicaments et services tels que l'électricité et le carburant étaient monnaie courante, même avant la récente offensive».

Mme Ottens-Patterson a également indiqué que l'enclave palestinienne souffrait d'une crise humanitaire continue en raison du blocus de longue date, outre l'escalade de la violence au cours des dernières semaines, qui a aggravé une situation déjà catastrophique».

«Un cessez-le-feu a été annoncé la semaine dernière, mais nous sommes très inquiets de la manière dont les gens vont faire face et reconstruire ce qui a été détruit», a déploré la responsable, rappelant que durant l'agression, «nos équipes à Ghaza ont travaillé dans des conditions très dangereuses et n'ont parfois pas pu assurer certains services réguliers».

Une clinique MSF a été endommagée par des bombardements aériens israéliens et mise hors service pendant quelques jours, avant la repris des consultations ambulatoires, le 20 mai.

L'hôpital Al-Awda, où MSF gère une unité chirurgicale, a été lui aussi endommagé par l'impact de trois frappes aériennes, qui ont détruit trois bâtiments voisins dans le district de Jabalia à Ghaza, déplore encore Mme Ottens-Patterson, en plus du bureau de la logistique relevant de l'ONG au sein de l'hôpital.

Concernant la pandémie de nouveau coronavirus, elle a regretté également une situation «préoccupante» liées au virus après le ciblage sioniste du seul laboratoire de test Covid-19 de Ghaza.

«Nous n'avons pas une visibilité claire de la situation du Covid-19, car le seul laboratoire de test des coronavirus a été endommagé», selon la cheffe de l'équipe médicale MSF, Tatiana Chiarella, redoutant «qu'il puisse bientôt y avoir une nouvelle flambée d'infections au Covid-19 à Ghaza».

R. I.

COLOMBIE

Le gouvernement négocie, l'ONU réclame une enquête indépendante

LE GOUVERNEMENT et quelques représentants des manifestants ont repris leurs discussions à Bogota, dimanche, après près d'une semaine de pause.

Le gouvernement colombien a négocié, avec une partie des manifestants qui secouent le pays depuis plus d'un mois, mais sans mettre fin à une crise qui inquiète l'ONU, après avoir fait au moins treize morts depuis vendredi et entraîné le déploiement de l'armée dans la ville de Cali.

Le gouvernement du président Ivan Duque et quelques représentants des manifestants ont repris à Bogota leurs discussions après près d'une semaine de pause, mais sans parvenir à masquer leurs profondes différences. Dans le même temps, des milliers de personnes habillées de blanc ont manifesté leur exaspération face aux blocages incessants des routes et à leurs conséquences économiques.

Ces discussions ont eu lieu entre le gouvernement et un comité de grève constitué de syndicats, d'étudiants et de représentants des communautés indigènes qui rejettent sa politique. Bien que ce comité ne représente pas tous les manifestants, son dialogue avec le gouvernement suscite l'espoir d'un règlement de cette crise qui secoue le pays depuis le 28 avril dernier.

Mais l'issue semble encore lointaine. Le comité de grève a dénoncé, dimanche, le « silence complice » du gouvernement face à l'usage « démesuré » de la force de la part des forces de l'ordre. Le gouvernement a répondu, de son côté, que la seule chose qu'il attend pour s'asseoir et travailler à un accord, c'est la « levée des barrages routiers ».

« Ce matin [dimanche], des milliers de Colombiens qui en représentent des millions ont envoyé un message clair : plus de violence, plus de barrages routiers, plus de destruction », a souligné le gouvernement dans un communiqué. Selon les forces de l'ordre, quelque 87 barrages routiers ont été répertoriés dans tout le pays, dont beaucoup se trouvent dans les abords de Cali, troisième ville du pays et épicentre des manifestations, où l'armée a commencé à se déployer.

Dimanche, des manifestants vêtus de blanc sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays pour protester contre les fermetures de routes et les blocages. A Bogota, Medellin et dans d'autres régions, les manifestants portaient des banderoles appelant à la « paix » ou « plus de barrages routiers » et scandaient des prières.

« Nous marchons pacifiquement aujourd'hui pour demander la fin de la grève et que nous reprenions le travail (…), toutes les fermetures de routes et les blocages affectent l'économie nationale et génèrent plus de pauvreté », a déclaré à l'Agence France-Presse Bernardo Henao, un avocat et éleveur de bétail de 63 ans.

La haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a réclamé, de son côté, dimanche une enquête indépendante après les violentes manifestations à Cali.

L'armée colombienne, obéissant à l'ordre du président Ivan Duque, y a déployé, samedi, un millier de soldats. Les rues de cette ville de 2,2 millions d'habitants ont été, vendredi, le théâtre d'affrontements entre des manifestants, des policiers et des civils armés qui ont fait au moins treize morts dans différents incidents. Au moins huit personnes ont succombé à des tirs d'arme à feu, a fait savoir la police. Un enquêteur du parquet de Cali a tiré sur la foule, tuant deux civils, avant d'être lynché par les manifestants, selon le parquet. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU a fait état, pour sa part, de quatorze morts depuis vendredi, et 98 autres blessés, dont 54 par armes à feu.

« Il est essentiel que tous ceux qui pourraient être impliqués [dans ces violences] ayant causé des blessures ou la mort, dont des responsables officiels, fassent l'objet d'enquêtes rapides, efficaces, indépendantes, impartiales et transparentes et que des comptes soient demandés aux responsables », a déclaré la haut-commissaire Michelle Bachelet dans un communiqué.

Ces violences interviennent un mois exactement après le soulèvement du 28 avril contre un projet de réforme fiscale, vite abandonné, porté par le président de droite Ivan Duque, qui visait à augmenter la TVA et à élargir la base de l'impôt sur le revenu. En un mois de soulèvement populaire, au moins 59 morts, dont deux policiers, ont été enregistrés dans le pays, selon un décompte officiel. Quelque 2 300 personnes ont été blessées et 123 sont portées disparues. Human Rights Watch évoque jusqu'à 63 morts.

Depuis un mois, le scénario est presque toujours le même : le jour, les manifestations sont pacifiques et créatives, la nuit, la rébellion se transforme en émeutes où mortiers d'artifice et cocktails Molotov se mélangent aux tirs à balles réelles.

Pendant un demi-siècle, le conflit avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a occulté une réalité devenue criante : selon la Banque mondiale, la Colombie se classe parmi les pays les plus inégalitaires en termes de revenus. La pandémie a éteint la mobilisation en 2020 et a plongé les plus vulnérables dans l'indigence. La pauvreté s'est accélérée pour atteindre 42,5 % des 50 millions d'habitants.

R. I.

ALLEMAGNE

Angela Merkel aurait été espionnée par la NSA

Le renseignement américain aurait utilisé des câbles de télécommunication danois pour espionner des responsables politiques européens de premier plan.

La télévision danoise a fait des révélations fracassantes. De hauts responsables politiques européens, dont la chancelière allemande Angela Merkel, auraient été espionnés par le renseignement américain entre 2012 et 2014, avec le concours des services de renseignements danois. La chaîne de télévision Danmarks Radio (DR) a indiqué que la National Security Agency (NSA) américaine s'était branchée sur des câbles de télécommunication danois pour espionner des responsables de premier plan et de hauts fonctionnaires en Allemagne, en Suède, en Norvège et en France. Pour ce faire, la NSA a bénéficié d'une collaboration en matière de surveillance avec les services de renseignements militaires danois (FE).

DR a révélé ces informations après une enquête menée conjointement avec la chaîne suédoise SVT, la chaîne norvégienne NRK, les chaînes allemandes NDR, WDR et le quotidien Suddeutsche Zeitung, ainsi que le quotidien français Le Monde.

La ministre danoise de la Défense, Trine Bramsen, qui a été nommée en juin 2019, a été informée de cette affaire en août 2020, selon DR. Le ministère danois de la Défense, interrogé par l'Agence France-Presse, n'a pas réagi, mais Trine Bramsen a déclaré à DR que « l'espionnage systématique par des alliés est inacceptable ». Il n'est pas établi que le Danemark savait que les États-Unis utilisaient son système de surveillance pour espionner ses voisins. Angela Merkel, le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, Frank-Walter Steinmeier, et le chef de l'opposition d'alors, Peer Steinbruck, figurent parmi les personnes que la NSA a espionnées, selon DR. La NSA a pu accéder aux SMS, aux appels téléphoniques et au trafic Internet, y compris les recherches, les chats et les services de messagerie, selon DR. L'espionnage de la NSA a été signalé dans un rapport interne de FE portant le nom de code « Operation Dunhammer » et présenté à la direction de FE en mai 2015, selon DR. DR a déclaré que ses informations avaient été confirmées par neuf sources qui avaient eu accès à des informations classifiées de FE, et a précisé que leurs révélations ont été confirmées indépendamment par plusieurs autres sources. Ni FE ni le directeur de l'époque de FE, Lars Findsen, n'ont encore fait de commentaires sur ces révélations.



Cette affaire d'espionnage, si elle est confirmée, s'est produite pendant et après l'affaire Snowden, en 2013. Employé de la NSA devenu lanceur d'alerte, Edward Snowden avait alors révélé l'existence d'un système de surveillance mondiale des communications et d'Internet visant notamment les Allemands et le téléphone portable de la chancelière en particulier. En novembre 2020, DR avait déjà rapporté que les États-Unis avaient utilisé les câbles danois pour espionner les industries de défense danoise et européenne de 2012 à 2015.

R. I.

COVID-19

Le président sud-africain annonce un renforcement des restrictions

PAYS le plus touché du continent, l'Afrique du Sud est sous la menace imminente d'une troisième vague de la pandémie. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé dimanche soir 30 mai un retour à des mesures plus strictes contre le Covid-19, alors que le pays est sous la menace imminente d'une troisième vague de la pandémie.

Quatre des neuf provinces du pays, dont celle de Gauteng, qui englobe Johannesburg ainsi que la capitale Pretoria, sont déjà touchées par une troisième vague, a affirmé le chef de l'Etat dans une allocution télévisée. « Ce n'est peut-être qu'une question de temps avant que le pays dans son ensemble soit entré dans une troisième vague », a-t-il mis en garde. L'Afrique du Sud est officiellement le pays le plus touché du continent, avec 1,65 million de cas recensés pour 56 363 décès. « Le nombre de tests positifs au Covid-19 a plus que doublé le mois dernier », a souligné M. Ramaphosa. « Il est particulièrement important aujourd'hui de retarder la propagation du virus pour permettre à un maximum de personnes d'être vaccinées avant que la troisième vague n'atteigne son sommet », a-t-il insisté. A partir de lundi, le couvre-feu imposé jusqu'ici entre minuit et 4 heures va commencer à partir de 23 heures. Les commerces non essentiels, incluant les bars, restaurants et salles de sport, doivent fermer dès 22 heures. Les rassemblements, dont les cérémonies religieuses et les réunions politiques, sont limités à 250 personnes à l'extérieur et 100 à l'intérieur.

L'Afrique du Sud n'a vacciné qu'un peu plus d'1 % de sa population et sa campagne d'immunisation des personnes âgées n'a démarré que la semaine dernière. Largement critiqué pour avoir tardé à se lancer dans la course mondiale à l'acquisition des précieux vaccins, le gouvernement affirme avoir acheté assez de doses pour au moins 40 des quelque 59 millions de Sud-Africains.

Cyril Ramaphosa a plusieurs fois dénoncé un « apartheid vaccinal » favorisant les pays riches pour l'accès aux vaccins. « Le continent africain s'efforce d'accroître sa capacité de production de vaccins pour atteindre l'autosuffisance », a-t-il affirmé.

L'Afrique du Sud et l'Inde mènent une campagne pour une renonciation aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre le coronavirus, afin que chaque pays puisse produire des doses. Cette demande sera discutée au sommet du G7 en juin en Grande-Bretagne. **R. I.**

COMMUNAUTÉ DES ETATS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Le Mali suspendu en réponse au coup d'Etat

L'organisation régionale appelle également « à la nomination immédiate d'un premier ministre issu de la société civile ».

Une dizaine de chefs d'Etat ouest-africains, réunis lors d'un sommet régional extraordinaire, ont décidé, dimanche 30 mai, de suspendre le Mali de leurs institutions communes en réponse au récent double putsch des militaires maliens.

« Après de longues discussions, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de suspendre le Mali des institutions de la Cédéao [Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest] », selon le communiqué publié à l'issue de leur rencontre.

La Cédéao a également appelé « à la nomination immédiate d'un premier ministre issu de la société civile » après la désignation, vendredi, du chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goïta, au poste de président par intérim à la suite d'un nouveau coup de force à Bamako.

A la tête de la junte qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020, Assimi Goïta a contraint, cette semaine, à la démission le président de transition Bah N'Daw et son premier ministre Moctar Ouane, avant de se faire désigner président par la Cour constitutionnelle malienne.

Ce coup de force le place en porte-à-faux avec les membres de la Cédéao, qui ont de nouveau exigé dimanche à l'issue d'une réunion dans la capitale du Ghana, Accra, que le Mali respecte son engagement de procéder à une transition devant s'achever en février 2022 par une élection présidentielle. Dans un entretien publié par Le Journal du dimanche, le président Emmanuel Macron a, de son côté, brandi la menace d'un retrait des 5 100 soldats français de l'opération « Barkhane », disant ne pas vouloir rester « aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition ». L'entourage d'Assimi Goïta avait, de son côté, déclaré plus tôt dimanche qu'il se rendrait à la réunion de la Cédéao.

Les pays de l'organisation avaient ordonné la fermeture des frontières terrestres avec le Mali après le coup d'Etat l'an dernier, provoquant une chute de 30 % des importations du pays, avant que les sanctions ne soient levées en octobre. R. I.

AGE DU COA : LE DERNIER DÉLAI DE DÉPÔT DES CANDIDATURES FIXÉ POUR AUJOURD'HUI

LE DERNIER DÉLAI de dépôt des candidatures pour le poste du président du Comité olympique et sportif algérien (COA) et ceux de membres de l'exécutif a été fixé à aujourd'hui , mardi, 1er juin 2021 à midi (12h00), a annoncé le secrétaire général de l'instance olympique, Rabah Bouarifi. « En application des statuts du Comité olympique et sportif algérien (COA), les dossiers de candidatures doivent être déposés dans les 8 jours qui précèdent la tenue de l'assemblée générale élective, prévue le mardi 8 juin prochain», a expliqué le secrétaire de l'instance olympique. « Les dossiers des différents candidats doivent être déposés au niveau du secrétariat de l'instance olympique qui est tenue de réunion toute la logistique nécessaire pour le travail de la commission», a ajouté Bouarifi. Une commission de candidature composée, outre du SG du COA, de cinq autres membres de l'assemblée générale du COA non candidats aux prochains élections, a été élue lors de l'AG ordinaire et comprend: Mabrouk Kerboua, Mohamed Tahar Mesbahi, Mohamed Fellahi, Sakina Boutamine et Soumia Fergani. Cette commission sera aussi chargée du bureau de vote lors des travaux de l'AGE. Par contre, la commission de recours est composée du SG du COA, du doyen du comité olympique et du président en exercice de l'instance, selon la réglementation en vigueur. Son travail interviendra après la tenue de l'assemblée élective pour traiter les recours qui peuvent être introduits lors de cette assemblée. Jusqu'à dimanche, deux candidats avaient annoncé officiellement qu'ils postulent au poste de président du Comité olympique et sportif algérien (COA), pour le prochain mandat olympique (2021-2024.Il s'agit du président en exercice, Abderrahmane Hammad et du président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Abdelhakim Boughadou. Par contre, on murmure que plusieurs présidents des fédérations actuelles, ainsi que des membres du bureau exécutif sortant du COA, comptent se positionner pour arracher une place au sein du prochain bureau exécutif qui devrait être composé de quatorze membres, en plus du président.

HALTÉROPHILIE / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021 :

Les Algériens en maitre absolus du continent

La sélection nationale d'haltérophilie a survolé l'édition 2021 des Champions d'Afrique, clôturée samedi à Nairobi (Kenya), en s'adjugeant le titre continental chez les messieurs et la seconde place chez les dames. C'est avec une superbe moisson de 39 médailles (10 or, 18 argent, 11 bronze) que les haltérophiles algériens sont revenus, de la plus belle des manières, aux devants de la scène africaine, notamment, après leur petite prestation au Caire (Egypte), lors de l'édition 2019, où ils se sont contentés de 15 médailles, dont 3 en or.



La sélection masculine a su relever le défi avec brio en montant sur la plus haute marche du podium, en décrochant 24 médailles (7 or, 11 argent, 6 bronze), grâce, entre autres, aux prestations de Walid Bidani, Faris Touairi et Abdelraouf Chettoui, en dépit des « conditions catastrophiques de l'organisation et de l'entraînement » à Nairobi. En effet, les athlètes présents dans la capitale kenyane se sont entrainés dans un « parking » sous-terrain et sur des plateformes en bois de fortune, qui aurait pu porter atteinte à l'intégrité physique des haltérophiles.

Walid Bidani en verve

L'haltérophile algérien Walid Bidani, sacré champion d'Afrique au Kenya, grâce notamment à ses trois médailles d'or chez les plus de 109 kilos, a définitivement assuré sa qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo, selon la Fédération algérienne de la discipline. «Grâce à ce sacre continental, Walid Bidani a porté son capital-points à 3768 unités. Une performance qui le qualifie officiellement pour les Olympiades de Tokyo» a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusée sur son site officiel. La sélection nationale a glané un total de 39 médailles dans ces Championnats d'Afrique 2021, abrités par la capitale Nairobi, à savoir : 10 or, 18 argent, 11 bronze. Outre ces trois médailles d'or, Bidani s'était distingué dans compétition en battant le record continental de l'arraché, en soulevant une barre à 201 kilos. Au total, 15 haltérophiles (10 messieurs et 5 dames) ont représenté l'Algérie au rendez-vous de Nairobi, initialement prévu en 2020, et décalé à 2021 en raison de la pandémie du Covid-19. Pour les athlètes africains, il représentait la dernière étape de qualification aux Jeux olympiques de Tokyo, prévus du 23 juillet au 8 août 2021.La délégation algérienne sera de retour au pays lundi. Selon la Fédération, son arrivée à l'aéroport est prévu 12h30 (heure locale).

LES DAMES SUR LA SECONDE MARCHE

De leur côté, les dames ont failli faire aussi bien que leurs homologues masculins en s'adjugeant la seconde place, derrière le Nigéria, avec une belle récolte de 15 breloques (3 or, 7 argent, 5 bronze).

Dans ce rendez-vous continental, l'Algérienne la plus en vue a été Bouchra Hirèch. Cette dernière a brillé de mille feux en glanant le métal précieux dans la catégorie des 87 kg. L'Algérienne a surclassé toutes ses adversaires et s'est vue récompenser de 3 médailles d'or. À chacune de ses sorties, Bidani confirme qu'il est véritablement le N.1 en Afrique de la catégorie des +109 kg. Outre le fait d'ajouter un nouveau titre continental à son palmarès, le chef de file de la délégation algérienne, a confirmé sa qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo 2021, à la faveur d'un total de 3768 points, mais également améliore son record africain à l'arraché, réalisé en 2019 à Pattaya (Thaïlande), en soulevant 201 kg. Pour sa part, Touairi (89 kg) a lui aussi inscrit son nom dans les annales de la compétition en signant un nouveau record dans l'exercice de l'arraché en soulevant une barre à 165 kg.

L'ÉDITION 2022 EN ALGÉRIE

Pour terminer, l'édition 2022 des Championnats d'Afrique aura lieu en Algérie. La décision a été prise mercredi dernier par la Confédération africaine d'haltérophilie, en marche du coup d'envoi de la compétition, après d'âpres négociations entre l'instance continentale et le président de la Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH), Ismaïl Boulahia. Toutefois, la FAH doit attendre la validation de ce projet par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour officialiser cette attribution.

19E JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 2 :

Duels directs pour le leadership et pour la survie

LE CHOC MCB OUED SLY - ASM Oran, entre le leader du Groupe Ouest qui reçoit son Dauphin sera à l'affiche de la 19e journée de Ligue 2, prévue mardi à 16h00, au moment où dans le Groupe Est, le duel le plus intéressant sera pour la survie, entre la lanterne-rouge le MSP Batna et l'avant-dernier, le DRB Tadjenanet. Pour ce qui est du Groupe Centre, les duels qui vaudront le plus le détour

seront probablement les matchs USM El Harrach - MO Béjaïa, RC Arbaâ - ES Ben Aknoun, et surtout JSM Béjaïa - RC Kouba, entre le leader du groupe qui reçoit le sixième. Cependant, le duel qui devrait produire le plus d'étincelles sera probablement le choc entre ténors du Groupe Ouest, car mettant aux prises deux adversaires qui se portent relativement bien en ce moment, tout en ayant le leadership pour principal enjeu. Certes, profitant d'une légère baisse de rythme de la part des Asmistes au cours des dernières journées, le MCBOS a creusé l'écart à six points, notamment, depuis sa victoire en déplacement chez l'US Remchi (1-2), et qui avait coïncidé avec une défaite à domicile de l'ASMO, contre l'autre Dauphin, le CR Témouchent (0-1). C'est donc l'occasion où jamais pour les gars de M'dina J'dida de recoller au leader et d'éviter de le laisser prendre un peu plus le large, car une victoire dans ce duel direct les ramèneraient à seulement trois points. Ce qui peut être considéré comme une position favorable pour espérer reconquérir le leadership. Autres matchs qui vaudront le détour dans le Groupe Ouest, le duel CR Témouchent - SC Aïn Defla, entre l'autre Dauphin qui reçoit le sixième, ainsi que la chaude confrontation entre mal-classés OM Arzew - CRB Aïn Ouessara. Dans le Groupe Centre, la lutte pour le leadership se fera à distance, car les trois premiers du classement ne seront pas opposés dans des duels directs, mais joueront chacun de son côté. Ce qui cependant ne les empêchera pas de garder une oreille attentive sur le résultat des autres concurrents. En effet, même s'il aura déjà beaucoup à faire en accueillant le RC Kouba, le leader JSM Béjaïa restera probablement à l'écoute d'Alger et de Larbaâ, où joueront le MO Béjaïa (2e) et le RC Arbaâ (3e), respectivement contre l'USM El Harrach et l'ES Ben Aknoun, car ces résultats devraient l'intéresser sensiblement à désormais quatre journées de la tombée de rideau. Pour sa part, le HB Chelghoum Laïd, co-leader du Groupe Est avec l'USM Annaba, devrait profiter de cette 19e journée pour s'emparer seul de la première place, car si lui aura la chance de recevoir le CA Batna (7e), la

formation d'Annaba se déplacera chez le NRB Teleghma (6e) et chez lequel elle pourrait laisser des plumes. Des débats qui seront probablement suivis avec intérêt de la part de l'US Chaouia(3e), qui accueille l'AS Khroub (10e), avec la possibilité de recoller à ses deux prédécesseurs au classement général.

24e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1 :

L'ESS droit au but, la bataille pour le maitien fait rage

L'ES Sétif, vainqueur dimanche à domicile face au NA Husseïn-Dey (3-2), a conforté sa position en tête du classement du championnat de Ligue 1 de football, alors que la JS Saoura s'est emparée seule de la position de dauphin suite à son succès face au NC Magra (1-0), à l'occasion de la 24e journée, disputée dimanche.



Comme il fallait s'y attendre, l'Entente n'a pas raté l'occasion d'ajouter trois précieux points à son capital, grâce notamment à la 12e réalisation de la saison de son goleador Mohamed Amine Amoura. L'ESS a joué avec le feu durant les vingt dernières minutes de la partie, ce qui a permis au NAHD de réduire l'écart à deux reprises, sans pour autant parvenir à égaliser. Le Nasria, qui a enregistré l'arrivée du nouvel entraîneur Abdelkader Iaïche, aligne un 9e match sans victoire en championnat, et reste sérieusement menacé par le spectre de la relégation. Au stade du 20-août 1955 de Béchar, la JS Saoura, sans les services du meilleur buteur du championnat Billel Messaoudi, blessé, a sué pour venir à bout du NC Magra (1-0). Hamidi a libéré les siens en marquant l'unique but de la partie à la 88e minute. Une victoire qui permet à la JSS de s'emparer seule de la deuxième place, qu'elle partageait avec le MC Oran, tenu en échec à la maison dans le derby

de l'Ouest face à l'USM Bel-Abbès (1-1).Le MCO qui détient la série la plus longue d'invincibilité, avec 14 matchs sans défaite, toutes compétitions confondues, s'est heurté à la maison à une accrocheuse équipe de l'USM Bel-Abbès (1-1). Après avoir été mené au score, le MCO a remis les pendules à l'heure en fin de match (82e) grâce à Hicham Nekkache, qui a évité à son équipe une défaite qui aurait pu mettre fin à la belle série des «Hamraoua».Avec cette contre-performance, le club oranais a raté une belle occasion de rester au contact du leader sétifien.

LE MCA DANS TOUS SES ÉTATS, LE CABBA CONFIRME SON RÉVEIL TARDIF

De son côté, le CR Belouizdad s'en est remis encore une fois à son buteur providentiel Amir Sayoud, lors de la victoire décrochée à domicile face à l'Olympique Médéa (2-0). Le natif de Guelma a ouvert le score à la 21e minute, signant du coup son 10e but de la saison. Le maître à jouer du Chabab raté un penalty quelques minutes auparavant. Le CRB s'est mis à l'abri en seconde période, en corsant addition par l'entremise de sa nouvelle recrue hivernale Khalfallah (ex-O. Médéa). Un succès qui vient effacer la contre-performance concédée dans le derby face au voisin le NAHD (2-2). Rien ne va plus au MC Alger, qui en l'absence de quatuor : Bensaha, Rebiaï, Addadi, et Allati, suspendus par la direction pour des raisons disciplinaires, a enchaîné un cinquième match sans victoire, toutes compétitions confondues. Ayant réussi à mener au score à la mi-temps (2-0) face au RC Relizane au

stade du 5-juillet, le Mouloudia s'est fait rattraper par Relizane en seconde période grâce à deux réalisations des expérimentés Mohamed Seguer et Sabri Gharbi.Un mauvais résultat qui fait scotcher le «Doyen» à la 9e place au classement, alors que le RCR réalise une belle opération, même s'il reste sur une mauvaise série de 7 matchs sans victoire en championnat. Toujours à Alger, l'USMA a été accrochée dans son antre d'Omar-Hamadi par le CS Constantine (0-0). Le club algérois échoue à se racheter après sa défaite essuyée lors de la précédente journée à Médéa (1-0). En revanche, tout va bien pour le CSC de l'entraîneur Miloud Hamdi, qui enchaîne un 3e match sans défaite. Surfant sur sa qualification pour les demi-finales de la Coupe de la Confédération, la JS Kabylie est allée décrocher un point précieux à l'Est chez l'AS Aïn M'lila (1-1). Mohamed Amina Hamia a marqué le but le but le

plus rapide, jusque-là, depuis le début de la saison, en donnant l'avantage à l'ASAM dès la 40e seconde, avant que le Libyen Abdussalam Al-Tubal n'égalise en en seconde période (62e) pour les «Canaris». A l'Ouest, l'ASO Chlef a renoué avec la victoire, en disposant au stade Mohamed-Boumezrag de l'un des relégables : la JSM Skikda (1-0). La formation de Skikda, qui n'arrive pas à tenir le rythme de la Ligue 1, n'a pas réussi à confirmer son succès décroché lors de la précédente journée face à Aïn M'lila (2-0), et reste menacée par la relégation.En bas du tableau, la lanterne rouge le CABB Arreridj, a confirmé son réveil en venant à bout à domicile du Paradou AC (3-2). Les gars de Bordj qui commencent à croire en leur maintien enchaînent un cinquième matchs sans défaite. En revanche, le PAC retombe dans ses travers, et concède son premier revers après une série de deux victoires et un match nul. Enfin, l'US Biskra a quitté la zone de turbulences grâce à son succès à la maison face au premier relégable le WA Tlemcen (2-0). Tout s'est joué lors des 16 premières minutes de la partie, avec des réalisations de Billel Boukaroum (9e, s.p) et Youcef Chibane (16e). De son côté, le WAT concède sa quatrième défaite de suite.

RÉSULTATS.

CR Belouizdad - O. Médéa	2-0
ES Sétif - NA Husseïn-Dey	3-2
CA Bordj Bou Arréridj - Paradou AC	3-2
USM Alger - CS Constantine	0-0
MC Oran - USM Bel-Abbès	1-1
ASO Chlef - JSM Skikda	1-0
US Biskra - WA Tlemcen	2-0
JS Saoura - NC Magra	1-0
AS Aïn M'lila - JS Kabylie	1-1
MC Alger - RC Relizane	2-2

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	50	24
2). JS Saoura	46	24
3). MC Oran	44	24
4). CR Belouizdad	40	22
5). JS Kabylie	39	23
—). USM Alger	39	24
7). O. Médéa	36	23
—). CS Constantine	36	24
9). MC Alger	35	22
—). AS Aïn M'lila	35	24
11). Paradou AC	34	23
12). ASO Chlef	27	24
—). US Biskra	27	24
14). NC Magra	23	24
—). RC Relizane	23	24
16). NA Husseïn-Dey	21	24
—). WA Tlemcen	21	24
18). USM Bel-Abbès	18	24
19). JSM Skikda	17	23
20). CABB Arréridj	14	24

LIGUE 2 : LE PLAY-OFF SERA ORGANISÉ AU DÉBUT DU MOIS DE JUILLET

NÉS de la nouvelle formule de championnat mise en place lors de cette saison 2020/2021, les play- offs désigneront les deux clubs qui accéderont en Ligue 1 la saison prochaine. Les matchs de cette phase auront lieu au début du mois de juillet, a fait savoir le président de la Ligue Nationale de Football Amateur (LNFA), Ali Malek à la radio nationale. La Ligue prendra entièrement en charge les frais d'hébergement des équipes concernées par les play offs (2 nuitées), ainsi que les tests antigéniques exigés par le protocole sanitaire. À ce sujet, le président de la LNFA déclare : « Ces tests seront effectués la veille du match sur les lieux d'hébergement même. Un comité sera mis en place prochainement pour suivre de près tous les aspects organisationnels de ce tournoi ». Pour rappel, le système de compétition adopté par les clubs s'est porté sur un championnat à trois groupes de douze clubs au lieu d'une compétition avec le déroulement de la seule phase aller ou un championnat avec quatre groupes de neuf clubs. Les trois premiers de chaque groupe vont ainsi se disputer les deux places pour accéder en Ligue 1 à l'issue d'une phase de play-off. Le championnat de Ligue 2 prendra fin le 26 juin prochain.

LIGUE 1 (MC ALGER) : BENSAHA, REBIAÏ, ADDADI, ET ALLATI SUSPENDUS PAR LA DIRECTION

LA DIRECTION du MC Alger a annoncé dimanche sa décision de suspendre, pour des raisons disciplinaires, les joueurs Billel Bensaha, Miloud Rebiaï, Toufik Addadi, et Walid Allati, a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. «La direction a tenu une réunion d'urgence pour traiter le cas de ces joueurs, apparus dans le scandale des vidéos et des photos, diffusées sur les réseaux sociaux. Le club a décidé de suspendre Bensaha, Rebiaï, Addadi, et Allati de l'équipe première, tout en leur infligeant des sanctions et d'autres mesures qui seront dévoilées prochainement, avec l'ouverture d'une enquête approfondie sur les dessous de cette affaire», a indiqué le MCA sur sa page officielle Facebook. Les quatre joueurs en question, ont été écartés de la liste des joueurs convoqués pour la réception du RC Relizane, dans le cadre de la 24e journée du championnat. «Le club tiens à préciser qu'il ne tolère pas tout ce qui touche au nom, à l'identité, aux valeurs, et aux principes du Mouloudia d'Alger», conclut le communiqué.

COUPE ARABE DES NATIONS (U20) : DEUX ARBITRES ALGÉRIENS RETENUS POUR LE RENDEZ-VOUS ÉGYPTIEN

DEUX ARBITRES ALGÉRIENS :

Touabti Abdelmoumen Djaouad et Siafa Abdelkader, ont été retenus par l'Union arabe de football (UAFA), en vue de la Coupe arabe des nations des moins de 20 ans (U20),

prévue en Egypte du 20 juin au 6 juillet prochains, a annoncé dimanche la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. La sélection algérienne, dirigée sur le banc par Mohamed Lacete, prendra part à ce rendez-vous arabe, où elle a été versée dans le groupe A, en compagnie de l'Egypte, du Niger et de la Mauritanie, selon le tirage au sort effectué samedi au Caire.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:22	12:27	16:19	19:47	21:25	03:29	12:32	16:22	19:50	21:27	03:42	12:46	16:37	20:06	21:43	03:56	12:37	16:18	19:44	21:12	03:52	12:53	16:43	20:11	21:47	03:58	12:58	16:47	20:15	21:51	04:02	13:01	16:50	20:18	21:53

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7006 — MARDI 1er JUIN 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	21°
Oran	27°	18°
Constantine	32°	17°
Ouargla	38°	28°

APRÈS LE SUCCÈS DE LA PRÉSIDENTIELLE

LA SYRIE RÉUSSIRA-T-ELLE LE DÉFI DE LA RECONSTRUCTION ?

Le soutien populaire et la volonté politique des décideurs en Syrie ont consacré le retour de l'Etat et des institutions, en dépit des contestations et des suspicions suscitées par les occidentaux quant au déroulement de la Présidentielle, ayant abouti, sans grande surprise, à la réélection de Bachar El Assad, sur qui la reconstruction de ce pays ravagé par plus de dix ans de guerre désastreuse repose.



Cette reconstruction, estimée entre 300 et 400 milliards de dollars, est plus que nécessaire et pressante d'abord pour le peuple syrien, mais surtout pour la région, d'autant plus que plusieurs pays, notamment, les Etats-Unis, veulent stabiliser le Proche-Orient.

Prise entre deux dossiers sensibles impactant directement sur la sécurité de l'Etat sioniste, l'administration Biden cherche par tous les moyens à régler les dossiers iranien et syrien, et protéger de la sorte l'entité sioniste et les pays du golf, mais bien évidemment tout en gardant la mainmise sur l'échiquier géopolitique et économique dans cette région sensible.

Plusieurs pays arabes, particulièrement ceux ayant participé à l'exclusion de la Syrie de la Ligue Arabe et malheureusement contribué, financièrement et politiquement, à alimenter le feu d'une « guerre planétaire «, contre un pays frère, sont revenus à la raison. Plusieurs initiatives visant à rétablir des contacts directs et indirects avec l'Etat syrien, ont été annoncées, du côté saoudien comme du côté émirati. Un rapprochement qui permettra certainement à ce pays fondateur de la Ligue Arabe de récupérer son siège et sa place naturelle au sein du giron arabe.

L'intervention directe des puissances mondiales, russe et américaine, et régionales iranienne et turque dans le conflit syrien, lui ont donné des dimensions internationales, compliquant davantage la situation des civils qui ont fui le pays par millions, et prolongeant la guerre en facilitant l'accès à des centaines de milliers de terroristes, les entraînant, les équipant et les protégeant à chaque fois que cela a été nécessaire.

D'autant que cette situation chaotique a arrangé les affaires de l'Etat hébreux, qui a profité de la faiblesse momentanée de l'armée syrienne pour porter des coups durs aux installations de la défense antiaérienne de l'armée syrienne, et ses installations militaires dans l'objectif de maintenir sa supériorité militaire dans la région.

L'état sioniste, dont le rôle a été déterminant dans la guerre contre le peuple syrien, a ouvert ses hôpitaux et les frontières du Golan syrien occupé aux blessés des groupes terroristes du Front al-Nosra et de l'ASL pour recevoir les soins adéquats. Le premier ministre sioniste, Benyamin Netanyahou, a même rendu visite aux terroristes blessés dans l'hôpital de Nahariya. Un acte qui témoigne de l'implication flagrante de l'Etat hébreux dans le désastre syrien et des relations étroites qu'il entretient avec les groupes terroristes.

Cette conspiration internationale contre l'Etat syrien a mis en ruine une grande partie de ses infrastructures. Des routes, des ponts, des aéroports, des écoles et même des hôpitaux ont été déracinés. Pis encore, des villes entières ont été dévastées, telles que le fleuron de l'industrie syrienne et régionale avant la guerre, la ville d'Alep, surnommée «la capitale du Nord», où des centaines d'usines et de chaînes de production ont été démontées et vendues par les terroristes aux voisins turcs, au vu et au su d'Ankara.

Même si Alep et plusieurs autres villes syriennes ont repris leur souffle après une «décennie de feu «, la reconstruction de tout le pays est primordial pour permettre aux six millions de réfugiés de rentrer chez eux et à la vie économique et commerciale, lourdement impactées par la guerre et les sanctions occidentales, de reprendre.

Or, le dossier de la reconstruction de ce pays ravagé reste tributaire des enjeux politiques, car, pour les occidentaux et leurs alliés dans la région, financer l'opération est synonyme de reconnaître la victoire de l'Etat syrien et de ceux qui s'opposent à leur politique dans la région, à savoir la Russie, l'Iran et la Chine.

Un bras de fer a été déjà engagé autour de la question, entre partisans d'une aide internationale pour rebâtir la Syrie, et opposants, à leur tête les américains, qui arguent, entre autre, le respect des droits de l'homme et le nettoyage ethnique ou religieux à la faveur des déplacements de populations, menaçant de lourdes sanctions quiconque la contredit. Les Etats-Unis empêchent tout avancement dans le règlement de la crise syrienne en maintenant ses forces militaires déployées dans les douze bases militaires à Hasaka, Raqqa et Deir Ezzor, en particulier à proximité des installations pétrolières et gazières le long de la frontière avec l'Irak.

Damas a, de son côté, longtemps exigé le retrait des forces américaines, basées principalement dans les régions du nord et de l'est où se trouvent les Forces démocratiques syriennes (FDS).

Par ailleurs, l'émergence d'un nouvel acteur politique dans la région, à savoir la Chine, pourrait changer la mise en faveur des syriens et renverser la vision américaine, notamment après la signature d'un pacte de coopération stratégique entre la Chine et l'Iran sur vingt-cinq ans, pour la réalisation d'investissements d'un montant de 400 milliards de dollars, dans les domaines des infrastructures routières, de l'énergie, des télécommunications, de la cybersécurité et de la coopération dans le renseignement militaire.

Cette coopération stratégique impose aux américains et européens de revoir leur copie et réajuster leur manœuvres selon les nouvelles règles du jeu et de s'impliquer économiquement en Syrie, d'autant plus que les contacts sont en cours entre syriens et chinois pour la reconstruction du pays dans le cadre de la nouvelle Route de la soie.

Mohamed Mecelti